

Mouvements humains en Méditerranée

Les migrations doivent occuper le cœur du dialogue euro-méditerranéen, en promouvant la coopération dans des secteurs comme l'éducation, l'agriculture, la sécurité et l'énergie.

Xavier Aragall

Selon des données de la Commission européenne en 2014, 276 113 personnes sont entrées irrégulièrement dans l'Union européenne (UE), ce qui suppose un accroissement de 138 % par rapport à l'année précédente. Un 80 % de ces entrées se sont produites par la Méditerranée, principalement à travers la route centrale et orientale. Selon l'agence européenne Frontex, ce flux s'est multiplié par trois au cours de 2014. À ceci nous devons ajouter que, selon des sources du UNHCR (Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés) et l'OIM (Organisation internationale pour les migrations), 3 000 personnes ont perdu la vie en 2014, tandis que nous en sommes déjà à 1 750 depuis janvier 2015.

Ces dernières années, la perte de vies humaines en tentant de traverser la Méditerranée se répète. D'abord, juste après les révoltes arabes de 2011, ensuite fortement entamée la guerre de Syrie, les naufrages de 2013 et, finalement, les naufrages récents de 2015, montrent une chronologie qui devrait mettre en état d'alerte les principaux acteurs politiques de la région. Un accroissement des morts qui se produit en parallèle au débat de plus en plus centré sur la fermeture des frontières maritimes pour empêcher l'entrée des flux migratoires.

Après chacune des vagues migratoires, on pourrait écrire un article avec des éléments coïncidents et des conclusions analogues qui soulignent l'importance de situer la mobilité humaine et la gestion des migrations au centre du dialogue euroméditerranéen, pour s'étendre aussi au dialogue euro-africain.

Le besoin est évident de différencier les flux de réfugiés, qui répondent à une dynamique conjoncturelle liée aux guerres actives dans la région, des flux d'immigration irrégulière à caractère structurel, étant donné que la Méditerranée est aujourd'hui un point de rencontre entre le Nord développé et le Sud en voie de développement. Il est vrai qu'il ne s'agit pas de la seule zone du monde où il existe cette intersection entre Nord et Sud, mais c'est ici que deux réalités aussi opposées, surtout en ce qui concerne les perspectives d'avenir, une des principales motivations qui poussent les gens à initier un trajet migratoire, sont le plus proches. Pour cet-

te raison, les mesures de contention et de contrôle des flux sans plus d'impact ni d'ambition politique sont condamnées à être insuffisantes.

Pour souligner l'importance de situer les migrations dans la centralité du dialogue euroméditerranéen, il est nécessaire d'effectuer un exercice de prospective sur des éléments directement liés aux flux migratoires, ainsi que sur les scénarios prévus dans le cadre régional euroméditerranéen. Le marché du travail et l'évolution de la croissance démographique sont deux éléments clés pour prévoir la façon dont vont évoluer les flux migratoires. Cependant, il est aussi nécessaire de compléter cette analyse avec d'autres variables changeantes, comme par exemple le processus d'urbanisation et l'impact du réchauffement climatique.

Précarité du marché du travail

Les marchés du travail du sud de la Méditerranée se caractérisent par leur faible capacité à générer de nouveaux postes de travail de qualité au sein de l'économie formelle. La croissance timide de certains pays du Maghreb et du Mashrek n'a pas profité de façon égale aux différents segments d'occupation et la précarisation a augmenté. Au début des années 2010, on calculait que l'occupation informelle supposait entre 45 % et 55 % de toute l'occupation non agricole de la région. Ces facteurs diminuent la possibilité de trouver un travail décent et, par conséquent, l'émigration devient une option pour la majorité de la population active.

On a aussi constaté que le différentiel salarial par rapport au Nord est devenu un élément majeur qui encourage l'émigration, même par dessus le chômage, ce qui renforce l'idée selon laquelle il ne faut pas seulement créer de l'emploi, mais que celui-ci doit présenter des éléments minimums de formalité et de dignité. Ainsi donc, le chômage, l'informalité et le manque d'un travail digne ont provoqué qu'aujourd'hui l'émigration soit un facteur structurel des marchés du travail des pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée. Il est nécessaire de voir comment, à long terme, cet élément pourrait changer.

Opérations de l'Union européenne en Méditerranée

Opération	Période	Zone d'intervention	Budget	Nombre sauvetages	Caractéristiques
Triton	Novembre 2014- en cours	Méditerranée centrale	12 millions € (par mois) 2,9 millions € (par mois jusqu'en avril 2015)	22 300 personnes	Surveillance et contrôle des frontières maritimes. Elle remplace, à plus petite échelle, l'opération Mare Nostrum. Le budget initial mensuel alloué était estimé à 2,9 millions d'euros. Selon l'Agence européenne en matière de migration, ce chiffre présenté le 13 mai 2015 pourrait passer à 12 millions d'euros par mois, la plus grande opération coordonnée par Frontex.
Mare Nostrum	Oct. 2013- Oct. 2014	Méditerranée centrale	9 millions € (par mois)	150 810 personnes	Tâches de sauvetage et de secours maritime. Elle a été mise en place par le gouvernement italien pour faire face à la croissance des flux migratoires à la suite des naufrages à Lampedusa.
Poséidon	Nov. 2014- Janvier 2015	Méditerranée orientale	6 millions €	n.a	Lutte contre la criminalité transfrontalière et contrôle de l'immigration irrégulière vers le territoire des États membres de l'Union européenne.
	Avril 2013- Avril 2014		8 millions €	n.a	
EPN Hermes	Juillet 2012- Oct. 2013	Méditerranée centrale	4 millions €	n.a	Contrôle de l'immigration irrégulière et du franchissement des frontières depuis la Tunisie, l'Algérie, la Libye et l'Égypte vers les îles italiennes. Elle a été prolongée deux fois : en octobre puis en décembre.
Hermes	Février 2011- Mars 2012	Méditerranée centrale	14 millions €	n.a	Elle a été prolongée deux fois : en août puis en décembre.
EPN Aenas	Juin 2014- Sept. 2014	Méditerranée centrale	1,9 millions €	n.a	Contrôle de l'immigration irrégulière et du franchissement des frontières depuis la Turquie, l'Albanie et l'Égypte vers les côtes italiennes.
Aenas	Avril 2011- Mars 2012	Méditerranée centrale	10 millions €	n.a	

Source : élaboration par l'auteur à partir de données de Frontex.

Selon les prévisions d'organismes internationaux comme la Banque mondiale ou l'Organisation internationale du travail (OIT), pour couvrir les nouvelles entrées de population active dans les marchés du travail des pays d'Afrique du Nord et du Proche-Orient, il faudrait que pendant la période 2005-2020 l'on crée 3,6 millions de postes de travail par an. Mais, à cette donnée quantitative s'ajoute le fait que le marché globalisé oblige à ce que ces postes de travail de nouvelle création soient générateurs de valeur ajoutée.

En 2015, la carte mondiale de la production basée sur la main d'oeuvre bon marché s'éloigne des pays du Maghreb, étant donné que les nouveaux processus de production se caractérisent par une croissante dématérialisation. Les économies développées et leurs alentours immédiats avancent vers une économie globale de services, dont la matière principale est le capital humain et le produit clé, l'information. Après la révolution industrielle et post-industrielle, il existe une révolution des ressources humaines et de l'organisation du travail qui conduit vers une société de la connaissance et de l'apprentissage et l'éducation continue.

Cette situation pose aux pays du Sud de la Méditerranée un double défi pour leurs marchés du travail. D'un côté, ils doivent aborder avec anticipation les grandes demandes d'éducation et de formation professionnelle né-

cessaires pour l'occupation des nouvelles générations. De l'autre, il faut faire face à la récupération et la requalification de la population inactive ou au chômage. Sinon le risque existe de voir une grande partie des chômeurs ou des sous-occupés devenir des dépendants fonctionnels à caractère structurel. La lutte contre la précarité et l'informalité du travail, largement répandue dans la région, doit être la priorité pour surmonter cette situation, sinon l'émigration continuera ou augmentera même, en empêchant la croissance et la modernisation économique.

Changement démographique soutenu

Le changement démographique peut offrir une opportunité de retourner ce scénario. Il existe aujourd'hui un consensus assez ample selon lequel la transition démographique avance de façon soutenue dans la région méditerranéenne, malgré quelques disparités et discontinuités. La tendance générale est que la plupart des pays sont en train de converger vers un stade plus ou moins semblable de fécondité modérée-faible et de mortalité faible avec d'importantes augmentations de l'espérance de vie. À moyen terme, la structure des âges qui en résulte va ouvrir une fenêtre d'opportunité pour la croissance économique. Ce sera une occasion unique et limitée dans le temps. Pendant cette période

favorable, plus de personnes peuvent potentiellement produire plus, tant qu'elles disposeront des conditions adéquates d'éducation et d'occupation productive.

Selon les experts, ce moment dure une période déterminée de temps, et si on n'en profite pas, on la perd. Les exemples les plus remarquables sont les pays connus comme les « tigres asiatiques » qui ont investi en capital humain au moment opportun et ont pu profiter du dividende démographique pour leur développement économique. Beaucoup de pays de la région méditerranéenne ont encore (ou vont bientôt avoir) cette opportunité ouverte où la composition de la structure des âges permet d'avoir moins de dépendants et plus d'actifs. Ainsi donc, le problème sera que cette croissante population en âge actif puisse trouver un travail compétitif et de qualité.

Le processus d'urbanisation et l'impact du réchauffement climatique

A moyen et long terme, nous trouvons aussi des variables qui s'entrecroisent et qui peuvent avoir un impact important sur le développement humain et sur la croissance économique et, par conséquent, sur le flux migratoire vers le Nord : il s'agit du processus d'urbanisation et du réchauffement climatique.

Les projections du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) indiquent que les villes de la rive sud vont accroître leur population de quelques 86 millions d'habitants jusqu'en 2025. Actuellement, les villes présentent déjà un déficit d'infrastructures et de ressources pour héberger le nombre croissant de population rurale qui s'y installe. Dans ce sens, la planification de l'utilisation durable de l'espace urbain devient un élément clé pour le développement futur aussi bien en termes environnementaux que sociaux.

Mais on peut ajouter que pour le Sud de la Méditerranée, l'analyse prospective inclut aussi la variable du réchauffement climatique. Et celui-ci est particulièrement remarquable, puisque l'on prévoit que la lutte contre les effets du réchauffement climatique se centrera probablement sur les villes. Tout d'abord, parce que l'on prévoit que l'actuelle situation difficile de sécheresses va empirer, qu'elle aura un impact sur la disponibilité des ressources hydriques et sur la désertification. Cette situation conduit à penser que les migrations internes des aires rurales vers les villes vont s'accroître. Deuxièmement, et à plus long terme, si le niveau de la mer augmente, ceci toucherait directement les zones les plus densément peuplées de la côte, ce qui provoquerait des mouvements de personnes à grande échelle.

Scénarios d'avenir

La capacité des gouvernements touchés pour faire face à ces prévisions aussi bien au niveau économique (marchés du travail et modèle de production), social

(planification urbaine) qu'environnemental (réchauffement climatique) a une incidence directe sur les flux migratoires. Le rapport *Arab Futures* de 2015 de l'Institut d'études de sécurité de l'Union européenne (EUISS) projette trois scénarios pour 2025 dont il faut tenir compte pour estimer la capacité à affronter la gouvernabilité économique et politique de la région à moyen et long terme.

En premier lieu, le scénario le plus probable prévoit un panorama d'instabilité (*Arab simmer*) où la situation politique et économique est gérée mais ne résout pas ses principaux défis, en prolongeant ainsi la situation de conflit et d'instabilité. Le deuxième scénario est plus négatif et il prévoit une désintégration (*Arab implosion*) où les États ne réussissent pas à améliorer la situation économique puisqu'ils doivent se centrer sur la gestion de la sécurité. Résultat : le mécontentement citoyen augmente jusqu'à provoquer des problèmes de désordre à grande échelle. Finalement, l'on envisage un scénario où les pays font un bond en avant (*Arab leap*) : les États arabes reconnaissent le besoin d'appliquer des réformes à grande échelle ouvrant une voie vers la récupération économique et ils fondent les bases pour faire face à l'avenir avec optimisme.

Pour finir, il faut analyser comment peut évoluer le futur de la coopération euroméditerranéenne, élément clé pour améliorer la gestion des flux migratoires, surtout si l'on tient compte des scénarios d'avenir exposés. Du point de vue positif, si le bond en avant (*Arab leap*) se produit, il serait indispensable qu'il soit accompagné d'une coopération euroméditerranéenne bien assise, puisqu'elle pourrait amplifier les effets de la récupération économique. Dans ce sens, les scénarios proposés à la fin 2013 par le programme de recherche MedPro (www.medpro-foresight.eu) sur l'intégration régionale et la coopération avec l'UE peuvent être indicatifs. Cette analyse part de la base du scénario préalable aux révoltes arabes, où la coopération régionale se basait sur les relations intergouvernementales de l'UE avec les pays du sud de la Méditerranée, centrées sur la collaboration dans certains aspects de la sécurité, en primant la stabilité et en coopérant avec des régimes autocratiques.

À partir de là, trois scénarios se dessinent aux conséquences différentes. Le premier rompt la dynamique de coopération et d'intégration régionale ; les deux autres sont plus positifs : l'un serait une alliance euroméditerranéenne, où il existerait une coopération différenciée entre l'Est et le Sud de la Méditerranée, et l'autre, une intégration régionale complète avec un marché unique.

Il est intéressant de souligner que les scénarios positifs offrent quelques perspectives optimistes puisque, sinon, l'absence de coopération affaiblirait la capacité de l'UE et des autres acteurs politiques de la région pour réussir une coopération nécessaire dans des secteurs clés comme la gestion migratoire, ainsi que d'autres secteurs ayant une incidence sur les flux migratoires comme l'éducation, l'agriculture, la sécurité et l'énergie. Pour cela, il est indispensable d'insister sur le fait qu'il faut situer les migrations au cœur du dialogue euroméditerranéen. ■